

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/W/368
8 août 2002

(02-4363)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

RELATION ENTRE L'ACCORD SUR LES ADPIC ET LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

RÉSUMÉ DES QUESTIONS QUI ONT ÉTÉ SOULEVÉES ET DES OBSERVATIONS QUI ONT ÉTÉ FORMULÉES

Note du Secrétariat

Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

1. La présente note résume les questions que les délégations ont soulevées et les observations qu'elles ont formulées au Conseil des ADPIC au sujet de la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique. Elle a été établie suite à la demande présentée à la réunion que le Conseil des ADPIC a tenue du 5 au 7 mars 2002¹ et visant à ce que le Secrétariat établisse des notes succinctes sur, entre autres choses, les points de l'ordre du jour concernant l'examen des dispositions de l'article 27:3 b), la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique (CDB) ainsi que la protection des connaissances traditionnelles et du folklore, dans lesquelles il résumerait les données pertinentes présentées au Conseil des ADPIC, que ce soit sous forme écrite ou orale, et dresserait la liste de tous les documents pertinents.

2. Jusqu'à cette année, ces trois questions ont été débattues au Conseil des ADPIC dans le cadre de l'examen des dispositions de l'article 27:3 b) et, dans une mesure nettement moindre, dans le cadre de l'examen de l'article 71:1. La présente note a pour objet de résumer les parties de ces travaux qui concernent plus précisément la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB. Pour éviter tout chevauchement inutile, des renvois aux deux autres notes ont été effectués à certains endroits. Conformément au mandat donné au Secrétariat, la note expose uniquement les questions soulevées et observations formulées par les délégations au Conseil des ADPIC et ne porte pas sur la documentation du Comité du commerce et de l'environnement et du Conseil général, sauf si le document pertinent a également été distribué en tant que document du Conseil des ADPIC.

3. Il convient de souligner que la présente note ne vise pas à récapituler le travail effectué jusqu'ici. Par sa nature même, elle ne peut pas rendre pleinement compte de toutes les interventions qui ont été faites et de tous les documents qui ont été présentés. Elle est articulée autour des questions soulevées plutôt que des positions prises par les différents Membres. En conséquence, tout lecteur désireux de bien saisir la position d'un Membre particulier devrait se référer aux déclarations que celui-ci a faites et aux documents qu'il a éventuellement présentés. Comme il a été demandé, la présente note contient en annexe une liste de ces documents, lesquels sont également mentionnés dans les notes de bas de page.

¹ IP/C/M/35, paragraphe 226.

4. La présente note est divisée en trois grandes sections. La première concerne les vues générales sur la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB, la deuxième la brevetabilité des ressources génétiques et la CDB, et la troisième l'Accord sur les ADPIC et le consentement préalable en connaissance de cause/partage des avantages. Il y a également une dernière section qui donne des renseignements sur la législation, les pratiques et les données d'expérience nationales en ce qui concerne ce point de l'ordre du jour.

I. VUES GÉNÉRALES SUR LA RELATION ENTRE L'ACCORD SUR LES ADPIC ET LA CDB

5. Deux questions générales ont été soulevées au cours des débats au sujet de la relation globale entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB:

- la question de savoir s'il y a ou non un conflit entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB;
- la question de savoir si quelque chose doit être fait, du moins en ce qui concerne l'Accord sur les ADPIC, pour faire en sorte que les deux instruments soient appliqués suivant des modalités qui ne soient pas contradictoires et soient même complémentaires, et, dans l'affirmative, ce qu'il faudra faire.

6. Au sujet de ces deux questions, les vues exprimées semblent se répartir en trois grandes catégories:

- il y a un conflit inhérent entre les deux instruments et l'Accord sur les ADPIC doit être modifié pour supprimer ce conflit²;
- il n'y a pas de conflit entre les deux accords et les gouvernements peuvent les mettre en œuvre de manière complémentaire par le biais de mesures nationales;
- il n'y a pas de conflit inhérent, mais il y a ou il pourrait y avoir un risque de conflit selon la façon dont les accords sont mis en œuvre et il faut une action internationale, ou du moins des éléments militent en faveur d'une telle action, pour faire en sorte que les deux accords soient mis en œuvre de manière complémentaire.

7. Deux raisons principales ont été avancées par ceux qui estiment qu'il y a un **conflit inhérent** entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB:

- l'Accord sur les ADPIC, en exigeant que certains matériels génétiques soient brevetables ou protégés par des droits sur les variétés végétales *sui generis* et en n'empêchant pas la délivrance de brevets pour les autres matériels génétiques, permet l'appropriation de ces ressources génétiques par des parties privées d'une manière qui est incompatible avec les droits souverains des pays sur leurs ressources génétiques prévus dans la CDB³;

² Inde, IP/C/M/25, paragraphe 89, IP/C/M/24, paragraphe 81, IP/C/W/196, IP/C/W/195; Kenya, IP/C/M/28, paragraphe 144, IP/C/W/163; Maurice au nom du Groupe africain, IP/C/W/206; Zambie, IP/C/M/28, paragraphe 147.

³ Kenya, au nom du Groupe africain, IP/C/W/163.

- l'Accord sur les ADPIC permet la délivrance de brevets ou l'octroi d'une autre forme de protection de la propriété intellectuelle pour les matériels génétiques sans garantir que les dispositions de la CDB, y compris celles qui concernent le consentement préalable en connaissance de cause et le partage des avantages, seront respectées.⁴

Des observations semblables ont été faites au sujet de la relation entre l'Accord sur les ADPIC et les dispositions de la CDB relatives aux connaissances traditionnelles des populations autochtones et des communautés locales.

8. Ceux qui défendent ce point de vue ont suggéré que l'article 27:3 b) de l'Accord sur les ADPIC soit modifié de manière à obliger tous les Membres à rendre non brevetables les formes de vie et leurs parties. Il a été suggéré, si cela n'était pas possible, d'exclure de la brevetabilité au moins les inventions fondées sur les connaissances traditionnelles ou autochtones et les produits et procédés essentiellement dérivés de telles connaissances.⁵ En outre, il a été suggéré que les brevets incompatibles avec l'article 15 de la CDB ne soient pas délivrés et qu'une telle obligation soit incorporée dans l'Accord sur les ADPIC.⁶

9. Les principales raisons avancées par ceux qui estiment qu'il n'y a **aucun conflit** entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB, et guère ou pas de risque de conflit au niveau de la mise en œuvre pratique, sont les suivantes:

- l'Accord sur les ADPIC et la CDB ont des objets et buts différents et traitent de sujets différents⁷;
- l'octroi de droits de brevet pour des inventions faisant appel à du matériel génétique n'empêche pas la conformité avec les dispositions de la CDB concernant le droit souverain des pays sur leurs ressources génétiques, le consentement préalable en connaissance de cause et le partage des avantages⁸;
- aucun exemple précis de conflit n'a été donné.⁹

10. Ceux qui défendent ce point de vue pensent qu'il n'est pas nécessaire de modifier l'un des accords pour tenir compte de la mise en œuvre de l'autre et que la mise en œuvre de chacun d'eux devrait se faire dans des cadres séparés. Il a été avancé qu'en fait la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC appuie l'adoption de mesures qui permettraient de mettre en œuvre de manière extrêmement efficace les obligations découlant de la CDB: par exemple, les prescriptions en matière de divulgation du régime de brevets et le contrôle sur la production et la distribution donné aux titulaires de brevets et aux preneurs de licences peuvent faciliter le partage de la technologie, aider à éviter les accords de secret anticoncurrentiels entre les opérateurs commerciaux et favoriser la mise en œuvre de règles

⁴ Kenya, IP/C/M/28, paragraphe 144.

⁵ Inde, IP/C/M/25, paragraphe 70.

⁶ Inde, IP/C/W/196.

⁷ CE, IP/C/M/30, paragraphe 143, IP/C/W/254; Japon, IP/C/M/26, paragraphe 77, IP/C/M/25, paragraphe 93, IP/C/W/236; Norvège, IP/C/M/32, paragraphe 125, IP/C/W/293; États-Unis, IP/C/W/209, IP/C/W/162.

⁸ CE, IP/C/W/254, IP/C/M/30, paragraphe 143.

⁹ États-Unis, IP/C/W/162, IP/C/M/29, paragraphe 181.

relatives à la biosécurité; les brevets peuvent également contribuer au partage des avantages et à la conservation de la diversité biologique sur la base de contrats volontaires.¹⁰

11. À l'appui de la **troisième catégorie de vues** selon lesquelles il n'y a peut-être pas de conflit inhérent, mais il y a une interaction considérable entre les deux accords¹¹ et il faut une action internationale renforcée, ou du moins des éléments militent en faveur d'une telle action, pour faire en sorte que les deux accords soient mis en œuvre de manière complémentaire, il a été dit qu'il y avait une interaction et un chevauchement considérables entre les sujets dont traitent les deux accords.¹² Certains défenseurs de ce point de vue ont dit qu'il y avait un risque de conflit selon la façon dont les accords étaient mis en œuvre aux niveaux international et national.¹³ Il a également été avancé que plutôt d'examiner s'il y avait un risque de conflit il était préférable d'examiner comment l'Accord sur les ADPIC pouvait être mis en œuvre d'une manière qui appuie la CDB.¹⁴

12. Certains de ceux qui partagent ce point de vue ont suggéré que, tout en maintenant les exceptions existantes prévues à l'article 27:3 b), on modifie l'Accord sur les ADPIC pour y incorporer certaines prescriptions de la CDB.¹⁵ En particulier, il a été suggéré que les demandeurs de brevets soient tenus de divulguer l'origine de tout matériel génétique ou toute connaissance traditionnelle auxquels des inventions faisaient appel et de démontrer qu'ils ont obtenu le consentement préalable en connaissance de cause de l'autorité compétente du pays d'origine et ont conclu des arrangements appropriés pour le partage des avantages.¹⁶ Il a également été suggéré que des travaux sur ces points soient menés dans le cadre de l'OMPI, de la CDB et de la FAO et, là où et quand cela serait pertinent, dans le contexte des ADPIC.¹⁷

13. La question des enseignements concernant la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB que l'on peut tirer de **la façon dont la CDB fait référence aux questions de propriété intellectuelle et à d'autres accords internationaux** a également été examinée:

¹⁰ CE, IP/C/W/254, IP/C/M/30, paragraphe 143; Corée, IP/C/M/28, paragraphe 164; Suisse, IP/C/W/284, IP/C/M/29, paragraphe 176; États-Unis, IP/C/W/257, IP/C/M/30, paragraphe 154.

¹¹ CE, IP/C/W/254.

¹² Australie, IP/C/W/310; République tchèque, IP/C/M/33, paragraphe 126; CE, IP/C/M/35, paragraphe 233; Japon, IP/C/M/32, paragraphe 142; Norvège, IP/C/M/32, paragraphe 125, IP/C/W/293.

¹³ Brésil, IP/C/M/29, paragraphes 146 et 148, IP/C/M/28, paragraphe 135, IP/C/M/27, paragraphe 122; Inde, IP/C/M/30, paragraphe 169, IP/C/M/33, paragraphe 124; Indonésie, IP/C/M/32, paragraphe 135; Norvège, IP/C/M/32, paragraphe 125, IP/C/W/293; Venezuela, IP/C/M/28, paragraphe 165, IP/C/M/32, paragraphe 136.

¹⁴ Chine, IP/C/M/35, paragraphe 248.

¹⁵ Brésil, IP/C/M/29, paragraphes 146, 148 et 234; IP/C/M/28, paragraphe 135, IP/C/M/27, paragraphe 122; Équateur, IP/C/M/25, paragraphe 87; Inde, IP/C/M/30, paragraphe 169, IP/C/W/198; Indonésie, IP/C/M/32, paragraphe 135; Kenya, IP/C/M/28, paragraphe 144, Kenya au nom du Groupe africain, IP/C/W/163; Maurice au nom du Groupe africain, IP/C/W/206; Norvège, IP/C/M/32, paragraphe 125, IP/C/W/293; Thaïlande, IP/C/M/25, paragraphe 78; Turquie, IP/C/M/27, paragraphe 132; Venezuela, IP/C/M/32, paragraphe 136, IP/C/M/28, paragraphe 165.

¹⁶ Inde, IP/C/M/24, paragraphe 81, IP/C/W/195; Brésil, IP/C/M/33, paragraphe 121, IP/C/M/32, paragraphe 128, IP/C/W/228.

¹⁷ CE, IP/C/W/254.

- selon un point de vue, l'article 16.5 de la CDB elle-même reconnaît l'existence d'un conflit entre les objectifs consistant à protéger les DPI et ceux de la conservation de la diversité biologique lorsqu'il dispose que "[l]es Parties contractantes, reconnaissant que les brevets et autres droits de propriété intellectuelle peuvent avoir une influence sur l'application de la Convention, coopèrent à cet égard, sans préjudice des législations nationales et du droit international, pour assurer que ces droits s'exercent à l'appui et non à l'encontre de ses objectifs"¹⁸;
- selon un autre point de vue, le simple fait que la CDB mentionne la possibilité d'un conflit ne signifie pas qu'il y en a un.¹⁹ De plus, la CDB elle-même reconnaît, à l'article 16.2 la nécessité d'une protection adéquate et effective des DPI. Cela démontre que les deux instruments ne sont pas en conflit.²⁰ En outre, il a été dit qu'une autre raison pour laquelle il serait difficile d'imaginer un conflit était que l'article 22.1 de la CDB disposait ce qui suit: "[l]es dispositions de la présente Convention ne modifient en rien les droits et obligations découlant pour une Partie contractante d'un accord international existant, sauf si l'exercice de ces droits ou le respect de ces obligations causait de sérieux dommages à la diversité biologique ou constituait pour elle une menace".²¹

II. LA BREVETABILITÉ DES MATÉRIELS GÉNÉTIQUES ET LA CDB

14. Comme il est indiqué dans la section précédente, un avis qui a été exprimé au sujet de la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB est qu'autoriser la délivrance de brevets pour du matériel génétique est en soi incompatible avec la CDB parce qu'ils limitent l'accès à ce matériel génétique et peuvent être en conflit avec les droits souverains des pays sur leurs ressources génétiques.²²

15. Il a également été dit que des problèmes de compatibilité avec la CDB pouvaient se poser surtout dans les cas où les Membres n'appliquaient pas assez strictement les **critères de brevetabilité** énoncés dans l'Accord sur les ADPIC, à savoir ceux de la nouveauté, de l'activité inventive (ou caractère non évident) et de l'applicabilité industrielle (ou utilité) et délivrent des brevets trop étendus.²³ À cet égard, des préoccupations ont été exprimées concernant:

- la délivrance de brevets pour du matériel génétique à l'état naturel. La crainte a été exprimée que l'obligation énoncée dans l'Accord sur les ADPIC d'assurer la protection conférée par un brevet pour les micro-organismes puisse entraîner la délivrance d'un brevet pour une série de matériels génétiques à l'état naturel.²⁴ Il a été avancé que certains Membres définissaient les inventions comme impliquant la

¹⁸ Brésil, IP/C/M/26, paragraphe 62.

¹⁹ États-Unis, IP/C/M/29, paragraphe 193.

²⁰ États-Unis, IP/C/M/29, paragraphe 193.

²¹ États-Unis, IP/C/W/209.

²² Kenya, IP/C/W/163.

²³ Brésil, IP/C/W/228.

²⁴ Kenya, IP/C/M/28, paragraphe 141; Pérou, IP/C/M/29, paragraphe 175.

découverte d'un matériel existant dans la nature et que cela avait conduit à la délivrance de brevets portant sur des formes de vie trouvées à l'état naturel²⁵;

- la délivrance de brevets pour du matériel génétique qui a été simplement isolé de la nature et qui n'a pas été modifié à d'autres égards. À ce sujet, il a été avancé que pour qu'un micro-organisme soit brevetable d'une manière qui éviterait un conflit avec la CDB, il devrait avoir subi une certaine modification génétique du fait de l'homme.²⁶

16. En réponse, il a été dit ce qui suit:

- la délivrance de brevets pour des inventions faisant appel à des ressources génétiques n'entrave pas l'application des dispositions de la CDB relatives au droit souverain des pays sur l'accès aux ressources génétiques présentes sur leur territoire et au consentement préalable en connaissance de cause en tant que condition d'un tel accès²⁷;
- détenir un brevet pour des matériels génétiques isolés ou modifiés ne revient pas à avoir la propriété des matériels génétiques eux-mêmes, ni n'accorde des droits de propriété en ce qui concerne la source auprès de laquelle le matériel d'origine a été obtenu.²⁸ Un brevet sur un gène isolé, identifié et modifié donne uniquement au titulaire du brevet la capacité d'empêcher des tiers de produire, de commercialiser et d'utiliser le gène modifié. La source à laquelle le gène a été obtenu ne serait pas visée par le brevet²⁹;
- les formes de vie à l'état naturel ne satisferaient pas aux critères de brevetabilité énoncés dans l'Accord sur les ADPIC. Toutefois, si l'objet d'un brevet a impliqué une intervention humaine suffisante, comme une opération de production au moyen d'un procédé technique ou une opération d'isolation ou de purification, et si l'objet isolé ou purifié n'a pas été antérieurement reconnu comme ayant une existence propre, il peut alors constituer une invention³⁰;
- lorsque les critères de brevetabilité sont correctement appliqués, la plupart des problèmes qui se posent dans ce contexte peuvent être évités.³¹ Il arrive toutefois que des brevets soient délivrés pour des inventions qui ne satisfont pas pleinement aux critères de brevetabilité énoncés dans l'Accord sur les ADPIC, notamment en raison des renseignements insuffisants mis à la disposition de celui qui examine le brevet. Il a été souligné qu'en pareilles circonstances le régime de brevets prévoit des moyens

²⁵ Kenya, IP/C/M/28, paragraphe 141.

²⁶ Brésil, IP/C/W/228.

²⁷ CE, IP/C/W/254, IP/C/M/30, paragraphe 143.

²⁸ CE, IP/C/W/162; États-Unis, IP/C/W/209, IP/C/M/25, paragraphe 71.

²⁹ États-Unis, IP/C/W/162.

³⁰ CE, IP/C/W/254; Japon, IP/C/W/236, IP/C/M/29, paragraphe 151.

³¹ Suisse, IP/C/M/30, paragraphe 164.

permettant de faire opposition avec succès à de tels brevets ou d'en obtenir l'annulation.³²

17. En réponse, il a été dit qu'examiner les très nombreux brevets demandés et délivrés pour vérifier s'il y en avait qui étaient inappropriés était un processus lourd, surtout pour les pays en développement. En outre, les procédures légales pour demander l'annulation de tels brevets sont coûteuses.³³ Il a été suggéré qu'un moyen de réduire ces charges et de faciliter le recours aux procédures d'opposition/annulation serait d'exiger que les demandeurs de brevets divulguent l'origine de toutes ressources génétiques auxquelles leurs inventions font appel. Les pays d'origine pourraient ainsi plus facilement surveiller les brevets demandés et délivrés qui pourraient être inappropriés.³⁴ Les débats auxquels a donné lieu cette proposition sont exposés plus en détail à la section III.

18. Une préoccupation a également été exprimée au sujet du fait que la délivrance de **brevets trop étendus** pouvait entraver l'accès et le recours aux ressources génétiques d'une manière qui soulève des questions de compatibilité avec la CDB.³⁵ Une préoccupation connexe a été exprimée au sujet des **droits de brevet sur les ressources génétiques qui restreignent la recherche** par des tiers.³⁶

19. La note succincte sur l'examen des dispositions de l'article 27:3 b) expose plus en détail les débats qui ont eu lieu sur les points susmentionnés. En outre, au Conseil des ADPIC, certaines observations semblables à celles qui sont brièvement exposées ci-dessus en ce qui concerne les ressources génétiques ont également été formulées au sujet des connaissances traditionnelles, eu égard entre autres choses aux dispositions de la CDB relatives aux connaissances traditionnelles des populations autochtones et des communautés locales. Ce débat est résumé dans la note récapitulative du Secrétariat sur la protection des connaissances traditionnelles et du folklore.

III. L'ACCORD SUR LES ADPIC ET LE CONSENTEMENT PRÉALABLE DONNÉ EN CONNAISSANCE DE CAUSE/LE PARTAGE DES AVANTAGES

20. Comme indiqué à la section I du présent document, des préoccupations ont été exprimées au motif que l'Accord sur les ADPIC permet l'octroi de brevets pour des inventions qui utilisent du matériel génétique sans exiger que les dispositions de la Convention sur la diversité biologique (CDB) relatives au consentement préalable donné en connaissance de cause et au partage des avantages soient respectées. Il a donc été suggéré que l'Accord sur les ADPIC soit modifié de façon à exiger, ou à permettre, que les Membres de l'OMC exigent que les déposants de demandes de brevet divulguent, comme condition de brevetabilité: a) la source de tout matériel génétique utilisé dans une invention revendiquée; b) toutes connaissances traditionnelles utilisées pour l'invention; c) des preuves du consentement préalable donné en connaissance de cause par l'autorité compétente du pays d'origine du matériel génétique; et d) des preuves du partage juste et équitable des avantages.³⁷ Il a été suggéré

³² CE, IP/C/W/254; Japon, IP/C/M/29, paragraphe 157; Suisse, IP/C/W/284; États-Unis, IP/C/W/209.

³³ Brésil, IP/C/M/28, paragraphe 135; Inde, IP/C/M/28, paragraphe 126; Pakistan, IP/C/M/28, paragraphe 157.

³⁴ Brésil, IP/C/M/33, paragraphe 121, IP/C/M/32, paragraphe 128, IP/C/W/228; Inde, IP/C/M/29, paragraphe 165, IP/C/W/195.

³⁵ Brésil, IP/C/W/228, IP/C/M/29, paragraphe 146; Inde, IP/C/M/28, paragraphe 126.

³⁶ Kenya, IP/C/M/28, paragraphe 141; Maurice au nom du Groupe africain, IP/C/W/206.

³⁷ Brésil, IP/C/W/228, IP/C/M/32, paragraphe 128, IP/C/M/33, paragraphe 121.

que ces dispositions soient intégrées dans l'Accord sur les ADPIC en modifiant l'article 27:3 b)³⁷ ou l'article 29.³⁸

21. En réponse, la vue a été exprimée qu'une telle disposition n'était ni nécessaire ni souhaitable pour mettre en œuvre les dispositions de la CDB, concernant le consentement préalable donné en connaissance de cause et le partage des avantages. Il a été observé que les droits de propriété intellectuelle n'étaient pas destinés à réglementer l'accès et l'utilisation des ressources génétiques ni à réglementer les conditions de la bioprospection ou la commercialisation de produits et de services protégés par des DPI.³⁹ Il a été allégué que le meilleur moyen d'y parvenir serait la passation de contrats entre les autorités compétentes qui accordent l'accès aux ressources et à toute connaissance traditionnelle qui s'y rapporte, et ceux qui souhaitent utiliser de telles ressources et connaissances. Conformément à la CDB, les pays pourraient incorporer dans leur législation nationale des prescriptions prévoyant la passation de tels contrats. Il a été avancé que pour avoir une portée réelle ces contrats devraient définir en détail les modalités et conditions dans lesquelles l'accès et l'utilisation étaient accordés, notamment toutes les dispositions relatives à la recherche et à la mise en valeur conjointes, ou au transfert de technologie qui pourraient résulter de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles auxquelles l'accès allait être accordé. Par exemple, on pourrait exiger que ceux qui souhaitent accéder aux ressources génétiques aux fins de la recherche et du développement partagent les avantages de tout brevet qui pourrait être accordé pour des inventions élaborées au moyen de ces ressources génétiques, y compris en conférant un accès à la technologie. Il faudrait également définir les questions relatives à la compétence des tribunaux et les conditions devant figurer dans les contrats avec les tierces parties autorisées à utiliser les ressources génétiques acquises. On pourrait prévoir des mesures correctives pénales et/ou civiles pour les cas où l'une des parties manque à ses obligations; les contrats peuvent faire l'objet d'une action en justice dans la juridiction désignée et les décisions judiciaires être exécutées au niveau mondial en vertu d'accords internationaux concernant la reconnaissance de ces décisions.⁴⁰

22. On a également fait valoir qu'un système de ce genre serait suffisamment souple pour prendre en compte le fait que la valeur économique des inventions résultant de l'exploitation de la ressource biologique pouvait être très variable, ce qui pouvait tenir en grande partie aux efforts inventifs déployés par l'inventeur ainsi qu'aux efforts de commercialisation fournis par le titulaire du brevet, plutôt qu'à la ressource biologique en tant que telle.⁴¹ Un tel système pouvait également prendre en compte le fait, que lorsque des ressources génétiques peuvent être tirées de plusieurs sources, la partie souhaitant y accéder chercherait probablement à obtenir les ressources auprès du territoire qui offre les conditions les plus favorables. Ce système aiderait donc à trouver un équilibre entre la valeur imputable aux ressources génétiques et la valeur imputable aux efforts des inventeurs et des promoteurs.⁴²

³⁸ Inde, IP/C/W/195, IP/C/M/24, paragraphe 81.

³⁹ CE, IP/C/W/254.

⁴⁰ États-Unis, IP/C/W/257.

⁴¹ Japon, IP/C/M/29, paragraphe 156, IP/C/W/236.

⁴² Japon, IP/C/M/29, paragraphe 156, IP/C/W/236; Thaïlande, IP/C/M/29, paragraphe 174; États-Unis, IP/C/W/257.

23. Il a également été précisé que les dispositions de la CDB relatives au partage des avantages pouvaient être mises en œuvre par le biais des activités de financement public.⁴³ On a appelé l'attention sur le mécanisme financier prévu aux articles 20 et 21 de la CDB.⁴⁴

24. Il a été avancé en réponse que le recours à un système de contrats volontaires avait un certain nombre d'inconvénients importants du point de vue des pays en développement:

- il ne traite pas des situations où la bioprospection et l'utilisation de ressources génétiques et de connaissances traditionnelles connexes risquaient de se faire sans l'autorisation de l'autorité compétente du pays d'origine et donc sans qu'aucun contrat ne soit conclu.⁴⁵ De telles mesures pouvaient être illégales au titre du droit du pays d'origine, mais on ne pouvait guère intervenir dans le cadre de ce droit à partir du moment où le matériel génétique et les connaissances traditionnelles étaient utilisés en dehors de cette juridiction. Si les contrats volontaires constituaient un moyen suffisant d'assurer le respect du droit du pays ou de la communauté d'origine du matériel génétique et des connaissances traditionnelles, pourquoi une logique analogue ne vaudrait-elle pas pour la protection de la propriété intellectuelle et pourquoi une législation spécifique à la propriété intellectuelle s'appliquant même en l'absence de contrats ne serait-elle pas jugée nécessaire⁴⁶;
- on ne peut présumer que les deux parties à un contrat de ce type seraient en mesure de le négocier et de le défendre sur un pied d'égalité.⁴⁷

25. Par ailleurs, on a fait valoir que l'obligation de divulgation proposée aurait les avantages suivants:

- elle aiderait à fournir aux gouvernements, aux investisseurs, aux communautés traditionnelles et aux chercheurs un environnement prévisible, ce qui se traduirait par un renforcement de la recherche-développement en biotechnologie dans les pays en développement⁴⁸;
- elle faciliterait la conclusion de contrats, par exemple des accords de transfert de matériel pour le transfert de ressources biologiques, et des accords de transfert d'information pour le transfert de connaissances traditionnelles⁴⁹;
- plusieurs pays ont déjà inclus de telles prescriptions dans leur législation nationale pour mettre en œuvre la CDB et la base juridique serait renforcée si l'Accord sur les ADPIC était modifié dans le même esprit⁵⁰;

⁴³ Japon, IP/C/W/236.

⁴⁴ États-Unis, IP/C/W/257.

⁴⁵ Pérou, IP/C/M/35, paragraphe 236, IP/C/M/32, paragraphe 133.

⁴⁶ Brésil, IP/C/M/32, paragraphe 128.

⁴⁷ Pakistan, IP/C/M/28, paragraphe 158.

⁴⁸ Brésil, IP/C/W/228.

⁴⁹ Inde, IP/C/W/195.

⁵⁰ Inde, IP/C/M/29, paragraphe 165, IP/C/W/198, IP/C/W/195.

- l'incorporation d'une telle obligation dans l'Accord sur les ADPIC, et sa mise en œuvre dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC, constituerait un mécanisme contribuant au respect des règles de la CDB relatives au consentement préalable donné en connaissance de cause et au partage des avantages.⁵¹

26. En réponse, les observations suivantes ont été faites:

- les prescriptions supplémentaires que l'on envisage d'imposer aux déposants d'une demande de brevet seraient excessives.⁵² Sans aucun doute, un tel système constituerait un cauchemar juridique et administratif dans la mesure où l'origine n'est pas facile à déterminer.⁵³ Cela entraînerait une augmentation du coût d'obtention d'un brevet, ce qui pénaliserait les inventeurs, y compris ceux des pays en développement. De plus, cela encouragerait les inventeurs à garder secrètes leurs inventions plutôt que de faire des demandes de brevet⁵⁴;
- pour les raisons ci-dessus, on ne peut escompter qu'une telle proposition assure le partage des avantages;
- les contrats pourraient inclure des prescriptions qui obligent les déposants d'une demande de brevet à divulguer le contrat dans toute demande de brevet qui revendique une invention mise au point grâce à l'utilisation des ressources génétiques ou des connaissances traditionnelles obtenues⁵⁵;
- même s'il est possible que quelques personnes méconnaissent les dispositions légales et obtiennent des échantillons de matériels génétiques sans passer un accord d'accès avec la partie concernée, de même que certains contrefont des marques de fabrique ou de commerce ou piratent des œuvres protégées par le droit d'auteur, un régime contractuel qui s'appliquerait à la grande majorité de ceux qui souhaitent accéder aux ressources garde son intérêt. Des dispositions pénales et/ou en matière de responsabilité civile peuvent être incorporées dans les lois du pays pour traiter d'affaires de ce genre⁵⁶;
- ni le système de propriété intellectuelle en général ni l'Accord sur les ADPIC en particulier ne sont les instruments appropriés pour réglementer l'accès aux ressources génétiques et l'utilisation de ces ressources, les modalités et conditions de la bioprospection ou de la commercialisation de produits et de services protégés par des DPI⁵⁷;

⁵¹ Brésil, IP/C/W/228; Inde, IP/C/M/29, paragraphe 160; Maurice, au nom du Groupe africain, IP/C/W/206; Norvège, IP/C/M/35, paragraphe 237, IP/C/W/283.

⁵² Japon, IP/C/M/32, paragraphe 142, Corée, IP/C/M/32, paragraphe 140.

⁵³ États-Unis, IP/C/W/216, IP/C/W/209; Norvège, IP/C/W/293.

⁵⁴ États-Unis, IP/C/W/216.

⁵⁵ Japon, IP/C/M/29, paragraphe 155; Corée, IP/C/M/30, paragraphe 171; Thaïlande, IP/C/M/29, paragraphe 174; États-Unis, IP/C/M/30, paragraphe 177.

⁵⁶ États-Unis, IP/C/W/257.

⁵⁷ CE, IP/C/M/32, paragraphe 129, IP/C/W/254.

- la prescription envisagée n'est pas conforme à l'Accord sur les ADPIC. Les règles sur la divulgation énoncées à l'article 29 visent directement à déterminer si une invention remplit les critères de brevetabilité et à divulguer les techniques pour lesquelles une protection par brevet est demandée de sorte que les autres puissent la reproduire et en tirer des enseignements.⁵⁸ Une telle prescription serait également contraire aux dispositions de l'article 62.1 de l'Accord qui ne prévoit que "des procédures et formalités raisonnables". Cette proposition pourrait également être incompatible avec l'article 27.1 qui prévoit qu'il ne doit pas y avoir de discrimination en matière de jouissance de droit de brevet, quel que soit le domaine technologique.⁵⁹ Dans ce contexte, la prescription envisagée modifierait l'équilibre des droits et obligations figurant dans l'Accord sur les ADPIC, à la fois entre parties intéressées et entre Membres de l'OMC;
- cette proposition va au-delà des obligations prévues par la CDB, en ce sens que la CDB laisse chaque pays libre d'établir son propre système pour contrôler l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, sans établir d'obligations strictes quant à la manière dont celui-ci doit être effectué.⁶⁰

27. En réponse à ces observations, il a été noté que les prescriptions envisagées ne seraient pas plus contraignantes que toute autre prescription relevant de la procédure de demande de brevet actuellement en vigueur.⁶¹ Il a également été noté que ces prescriptions pouvaient être administrées par les autorités nationales chargées de la biodiversité.⁶² En outre, elles pouvaient être appliquées de façon sélective, à savoir seulement dans les cas où un Membre avait des motifs suffisants de soupçonner que la législation nationale en matière de biodiversité avait été violée par un déposant d'une demande de brevet.⁶³

28. Une autre réaction à la prescription envisagée en matière de divulgation est la volonté d'engager un débat constructif sur un système multilatéral autonome et/ou d'autres solutions pour divulguer et partager des renseignements ayant trait à l'origine géographique du matériel biologique invoqué dans les demandes de brevet, sans affecter l'Accord sur les ADPIC et tout en préservant le droit de créer en matière de propriété intellectuelle un environnement favorable à la recherche biotechnologique.⁶⁴ Ce n'est qu'une fois qu'un tel système ou une telle solution aura été mis en place qu'il conviendra d'examiner comment et dans quelle mesure il est nécessaire de l'inclure dans l'Accord sur les ADPIC. Il a été souligné qu'un tel système ne saurait jamais en tant que tel constituer une garantie satisfaisante du partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et devrait être considéré comme un complément au principal instrument juridique existant à cet égard, à

⁵⁸ Japon, IP/C/M/29, paragraphe 155; États-Unis, IP/C/M/30, paragraphe 177.

⁵⁹ Japon, IP/C/M/29, paragraphe 155.

⁶⁰ CE, IP/C/W/254; Japon, IP/C/W/236; Singapour, JOB(00)/7853, IP/C/M/29, paragraphe 166.

⁶¹ Brésil, IP/C/W/228; Inde, IP/C/M/29, paragraphes 165 et 166; Thaïlande, IP/C/M/29, paragraphe 173.

⁶² Inde, IP/C/W/198, IP/C/M/29, paragraphe 166.

⁶³ Brésil, IP/C/W/228; Thaïlande, IP/C/M/29, paragraphe 173.

⁶⁴ CE, IP/C/M/35, paragraphe 234; IP/C/M/30, paragraphes 144 et 146.

savoir une législation nationale solide et efficace relative à l'accès aux ressources génétiques, au partage des avantages et à la protection des connaissances traditionnelles.⁶⁵

IV. INFORMATIONS SUR LES LÉGISLATIONS, PRATIQUES ET EXPÉRIENCES NATIONALES

29. Quatre Membres ont fait des communications portant sur leur législation, ainsi que les pratiques et expériences nationales dans le domaine de l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages. Il s'agit de l'Australie, des États-Unis, de l'Inde et du Pérou.⁶⁶

⁶⁵ CE, IP/C/M/30, paragraphe 144; Australie, IP/C/W/310.

⁶⁶ Australie, IP/C/W/310; Inde, IP/C/W/198; Pérou, IP/C/W/96; États-Unis, IP/C/W/341.

ANNEXE

**DOCUMENTS DU CONSEIL DES ADPIC CONCERNANT LE RÉEXAMEN DES
DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 27:3 B), LA RELATION ENTRE L'ACCORD
SUR LES ADPIC ET LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ
BIOLOGIQUE ET LA PROTECTION DES SAVOIRS
TRADITIONNELS ET DU FOLKLORE**

Le Conseil des ADPIC a tenu 15 réunions formelles pendant la période allant de janvier 1999 à mars 2002. Les rapports de ces réunions (IP/C/M/21 à 35) reflètent les travaux accomplis à ce jour par le Conseil des ADPIC au titre, entre autres, du réexamen prescrit des dispositions de l'article 27:3 b). Il est rendu compte des débats de fond qui ont eu lieu sur ces questions au Conseil des ADPIC dans les rapports des réunions tenues d'août 1999 à mars 2002 (IP/C/M/24 à 35).

D'autres documents ont été mis à la disposition du Comité:

- Communications des Membres sur des questions spécifiques. Au cours de la période allant de décembre 1998 à octobre 2001, 22 communications ont été présentées par des Membres ou groupes de Membres (liste B).
- Renseignements fournis par quatre Membres sur leur législation, leurs pratiques et leur expérience des pays; et réponses au questionnaire sur l'article 27:3 b) communiquées par 23 Membres (liste C).
- Renseignements fournis sur les travaux d'organisations intergouvernementales (liste D).
- Notes du Secrétariat sur des questions pertinentes examinées au Conseil des ADPIC (liste E).

LISTE A – Comptes rendus des travaux du Conseil des ADPIC			
	IP/C/M/21-35	Comptes rendus des réunions du Conseil des ADPIC	22 janvier 1999– 22 mars 2002

LISTE B - Communications des Membres concernant les points de l'ordre du jour			
2001			
Australie	IP/C/W/310	Communication de l'Australie: Réexamen de l'article 27:3 b)	2 octobre 2001
CE	IP/C/W/254	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) de l'Accord sur les ADPIC: Communication des Communautés européennes et de leurs États membres	13 juin 2001
Norvège	IP/C/W/293	Communication de la Norvège: Réexamen de l'article 27:3 b) de l'Accord sur les ADPIC: Le lien entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique	29 juin 2001
Suisse	IP/C/W/284	Communication de la Suisse: Réexamen de l'article 27:3 b): Point de vue de la Suisse	15 juin 2001
États-Unis	IP/C/W/257	Communication des États-Unis - Point de vue des États-Unis sur le rapport entre la Convention sur la diversité biologique et l'Accord sur les ADPIC	13 juin 2001
2000			
Brésil	IP/C/W/228	Examen de l'article 27:3 b) - Communication du Brésil	24 novembre 2000
Inde	IP/C/W/195	Communication de l'Inde	12 juillet 2000
Inde	IP/C/W/196	Communication de l'Inde	12 juillet 2000
Inde	JOB(00)/6091	Note informelle présentée par l'Inde	5 octobre 2000
Japon	IP/C/W/236	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Point de vue du Japon	11 décembre 2000
Maurice	IP/C/W/206	Communication de Maurice au nom du Groupe africain	20 septembre 2000
Singapour	JOB(00)/7853	Note informelle présentée par Singapour - Article 27:3 b)	11 décembre 2000
États-Unis	IP/C/W/209	Examen des dispositions de l'article 27:3 b) - Vues complémentaires des États-Unis - Communication des États-Unis	3 octobre 2000
1999			
Groupe andin	IP/C/W/165	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Proposition concernant les droits de propriété intellectuelle relatifs aux connaissances traditionnelles des communautés locales et autochtones - Communications de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Nicaragua et du Pérou	3 novembre 1999
Canada, CE, États-Unis et Japon	IP/C/W/126	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Communications du Canada, des Communautés européennes, des États-Unis et du Japon	5 février 1999
Brésil	IP/C/W/164	Examen des dispositions de l'article 27:3 b) - Communication du Brésil	29 octobre 1999

Cuba, Honduras, Paraguay et Venezuela	IP/C/W/166	Examen de la mise en œuvre de l'Accord au titre de l'article 71:1: Proposition concernant les droits de propriété intellectuelle afférents aux connaissances traditionnelles des communautés locales et indigènes	5 novembre 1999
Inde	IP/C/W/161	Examen des dispositions de l'article 27:3 b) - Communication de l'Inde	3 novembre 1999
Kenya	IP/C/W/163	Examen des dispositions de l'article 27:3 b) - Communication du Kenya au nom du Groupe africain	8 novembre 1999
Norvège	IP/C/W/167	Examen des dispositions de l'article 27:3 b) - Communication de la Norvège	3 novembre 1999
États-Unis	IP/C/W/162	Examen des dispositions de l'article 27:3 b) - Communication des États-Unis	29 octobre 1999
1998			
Mexique	Job n° 6957	Note informelle présentée par le Mexique: Mise en œuvre de l'article 27:3 b)	8 décembre 1998

LISTE C - Renseignements sur la législation, les pratiques et l'expérience des pays			
2002			
États-Unis	IP/C/W/341	Pratiques en matière de transfert de technologie du Programme de thérapie développementale de l'Institut national du cancer des États-Unis - Communication des États-Unis	25 mars 2002
2001			
Australie	IP/C/W/310	Communication de l'Australie: Réexamen de l'article 27:3 b)	2 octobre 2001
République tchèque	IP/C/W/125/Add.8/Suppl.1	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Supplément	18 septembre 2001
Estonie	IP/C/W/125/Add.20	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	2 juillet 2001
Hong Kong, Chine	IP/C/W/125/Add.21	Examen de la situation au regard de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	10 août 2001
Thaïlande	IP/C/W/125/Add.22	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Informations reçues des Membres - Addendum	10 juillet 2001
Pérou	IP/C/W/246	Communication du Pérou: Expérience péruvienne en matière de protection des connaissances traditionnelles et d'accès aux ressources génétiques	14 mars 2001
2000			
Islande	IP/C/W/125/Add.19	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	17 juillet 2000
Inde	IP/C/W/198	Protection de la biodiversité et des connaissances traditionnelles - L'expérience de l'Inde	14 juillet 2000

1999			
Australie	IP/C/W/125/Add.13	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	16 mars 1999
Bulgarie (République de)	IP/C/W/125	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres	3 février 1999
Canada	IP/C/W/125/Add.12	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	12 mars 1999
République tchèque	IP/C/W/125/Add.8	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	16 février 1999
Communautés européennes	IP/C/W/125/Add.4	Examen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	10 février 1999
Hongrie	IP/C/W/125/Add.1	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	16 février 1999
Japon	IP/C/W/125/Add.7	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	12 mars 1999
Corée (République de)	IP/C/W/125/Add.9	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	16 février 1999
Maroc	IP/C/W/125/Add.14	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	20 avril 1999
Nouvelle-Zélande	IP/C/W/125/Add.2	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	12 février 1999
Norvège	IP/C/W/125/Add.17	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	19 mai 1999
Pologne	IP/C/W/125/Add.11	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	12 mars 1999
Roumanie	IP/C/W/125/Add.6	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	16 février 1999
République slovaque	IP/C/W/125/Add.18	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	27 juillet 1999

Slovénie	IP/C/W/125/Add.10	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	16 février 1999
Afrique du Sud	IP/C/W/125/Add 16/Corr.1	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Corrigendum	25 mai 1999
Afrique du Sud	IP/C/W/125/Add.16	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	21 avril 1999
Suisse	IP/C/W/125/Add.15	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	13 avril 1999
États-Unis	IP/C/W/125/Add.5	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	20 avril 1999
Zambie	IP/C/W/125/Add.3	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par les Membres - Addendum	10 février 1999

LISTE D - Renseignements sur les travaux d'organisations intergouvernementales			
2002			
UPOV	IP/C/W/347/Add.3	Examen des dispositions de l'article 27:3 b) - Relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique et la protection des savoirs traditionnels et du folklore	7 juin 2002
CNUCED	IP/C/W/347/Add.2	Examen des dispositions de l'article 27:3 b) - Relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique et la protection des savoirs traditionnels et du folklore	7 juin 2002
CDB	IP/C/W/347/Add.1	Examen des dispositions de l'article 27:3 b) - Relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique et la protection des savoirs traditionnels et du folklore	7 juin 2002
FAO	IP/C/W/347	Examen des dispositions de l'article 27:3 b) - Relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique et la protection des savoirs traditionnels et du folklore	7 juin 2002
2001			
OMPI	IP/C/W/242	Déclaration de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) sur la propriété intellectuelle, la biodiversité et les savoirs traditionnels	6 février 2001

2000			
CNUCED	IP/C/W/230	Document élaboré par le Secrétariat de la CNUCED pour la réunion d'experts sur les systèmes et l'expérience des pays en matière de protection des connaissances traditionnelles, de l'innovation et des pratiques, qui a eu lieu à Genève du 30 octobre au 1 ^{er} novembre 2000: les conclusions et recommandations de la réunion d'experts	14 décembre 2000
Bureau international de l'OMPI	IP/C/W/218	Document établi par le Bureau international de l'OMPI pour la réunion sur la propriété intellectuelle et les ressources génétiques qui a eu lieu les 17 et 18 avril 2000 à Genève: propriété intellectuelle et ressources génétiques - situation générale	18 octobre 2000
Bureau international de l'OMPI	IP/C/W/217	Document établi par le Bureau international de l'OMPI pour la table ronde sur la propriété intellectuelle et les savoirs traditionnels qui a eu lieu les 1 ^{er} et 2 novembre 1999 à Genève: la protection des savoirs traditionnels: Un enjeu mondial pour la propriété intellectuelle	18 octobre 2000
1999			
CDB	IP/C/W/130/Add.1	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements communiqués par des organisations intergouvernementales - Addendum	16 mars 1999
FAO	IP/C/W/130/Add.2	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements fournis par des organisations intergouvernementales - Addendum	12 avril 1999
UPOV	IP/C/W/130	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b) - Renseignements fournis par des organisations intergouvernementales - Addendum	17 février 1999

LISTE E – Notes du Secretariat		
2001		
Job n° 2689 IP/C/W/273	Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b): Tableaux synoptiques des renseignements communiqués par les Membres - Note informelle du Secrétariat	5 juin 2001
2000		
JOB(00)/7517	Relation entre la Convention sur la diversité biologique et l'Accord sur les ADPIC: Liste récapitulative des questions soulevées - Note du Secrétariat	23 novembre 2000
Job n° 2627	Symposium sur la protection des variétés végétales au titre de l'article 27:3 b) de l'Accord sur les ADPIC organisé conjointement par l'UPOV, l'OMPI et l'OMC: Textes des interventions	7 mai 1999
1998		
IP/C/W/122	Liste exemplative de questions: Réexamen des dispositions de l'article 27:3 b)	22 décembre 1998